

Les subsides

M. McKnight: . . . comme le député et moi-même en conventions, un très bon programme.

M. Heap: C'était complètement différent.

M. McKnight: Le député ne veut pas que je finisse de répondre. Je reconnais qu'il est complètement différent, mais c'est tout de même un programme nouveau au Canada. Nous devons disposer de certains paramètres pour être sûrs que les contribuables canadiens ne subiront pas les mêmes frais que dans le cadre du PAAP. Je suis persuadé que grâce à l'engagement de la Fondation de l'habitation coopérative et de la Société, ce programme pourra donner des résultats. Dans ce cas, il sera offert à tous les Canadiens qui désirent posséder ou construire un logement locatif.

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, en prenant part à ce débat, je prie la Chambre de se montrer indulgente à mon égard en me permettant de faire quelques observations personnelles. Avant d'accéder à la politique fédérale en 1979, j'ai occupé pendant 10 ans le poste de directeur d'une organisation appelée *Institute for Urban Studies*. C'était un centre universitaire de développement urbain s'intéressant principalement aux questions de logement inter-cité, à l'amélioration des quartiers, et à l'aspect général ainsi qu'à l'environnement des villes que nous pouvions créer.

Pendant cette période de 10 ans, j'ai appris une leçon très importante et c'est que le logement ne joue pas simplement un rôle sur le plan économique. Il n'y a rien de plus important pour former les attitudes et les sentiments, et donner un sentiment d'appartenance à la collectivité que le milieu physique que l'on habite. La maison, la localité et le quartier influencent énormément la façon dont les enfants sont élevés ainsi que la stabilité et la cohésion de ce quartier. Toutes les valeurs que nous respectons sont étroitement liées à la nature de la communauté que nous bâtissons. La politique du secteur public ne devrait pas être basée simplement sur des données comptables rigoureuses ou des normes du genre du rapport Nielsen en vertu desquelles chaque projet doit respecter les critères les plus durs et les plus sévères.

Le débat d'aujourd'hui a la même portée que celui que nous avons eu il y a un an au sujet de l'universalité des pensions de vieillesse. Il ne s'agit pas simplement de définir ce que sont des besoins essentiels. C'est une façon détournée pour les conservateurs de procéder à une «libre évaluation des moyens d'existence». Ils prétendent qu'on établit un plafond faisant en sorte que le gouvernement aide les plus démunis.

Une autre chose que j'ai apprise en travaillant dans le domaine urbain, c'est que l'une des meilleures initiatives qu'un gouvernement pourrait prendre, ce serait de veiller à ce que personne ne soit enfermé dans un ghetto, que la politique gouvernementale n'entraîne pas une répartition géographique des gens en fonction de leurs revenus, qu'il y ait un mélange social adéquat.

La meilleure chose que nous puissions faire pour les familles et les enfants serait de faire en sorte que le projet d'habitation, le quartier, ou la collectivité regroupe un large éventail de personnes, afin de s'assurer que les gens aient des antécédents différents. On ne devrait pas concentrer au même endroit une seule catégorie de personnes. C'est l'erreur qu'on a commise dans les entreprises publiques d'habitation dans les années 1950 et au début des années 1960. A compter de la fin des

années 1960, la politique fédérale d'habitation n'a plus consisté à concentrer une certaine catégorie de personnes dans une seule sorte d'entreprise d'habitation. On s'est aperçu dans tous les pays industrialisés que cette forme de logements publics avait de graves répercussions sociales.

Or, nous répétons maintenant les erreurs des années 1950. On parle de nouveau de groupes cibles, ce qui est une façon polie de dire que nous allons détruire ce mélange social, que nous allons faire disparaître cette possibilité qu'ont les Canadiens à revenu modeste de vivre dans des quartiers ayant une certaine cohésion. C'est là-dessus, essentiellement, qu'il faut s'opposer à la nouvelle politique de l'habitation. Il n'y est pas question de logement social dans le vrai sens du terme. Combien de fois n'entend-on pas l'opinion étroite selon laquelle le gouvernement ne doit venir en aide qu'aux plus défavorisés? Au Canada, nous luttons contre cette idée depuis 30 ou 40 ans. Or, voilà précisément ce que préconise le gouvernement.

Je voudrais signaler aux députés un article de David Holchanski, qui est paru dans *Policy Options*. L'auteur est professeur à l'école d'urbanisme de l'Université de la Colombie-Britannique, et il agit aussi à titre de consultant pour la SCHL. Il regrette que, par sa politique de l'habitation, le gouvernement soit en train de répéter les erreurs de Margaret Thatcher et de Ronald Reagan, et qu'il faille donc s'attendre aux mêmes conséquences. Nous ferons bientôt face aux mêmes problèmes que ces deux chefs de gouvernement ont créés dans leur pays.

• (1500)

Cela étant, je voudrais parler d'un problème qui n'est peut-être nulle part aussi évident qu'à Winnipeg. Pour le démontrer, je passerai quelques minutes à traiter du Programme de remise en état des logements. Ce programme est l'une des initiatives urbaines les plus importantes jamais entreprises par un gouvernement fédéral. Au fil des ans, il a permis à des milliers de Canadiens de rénover et d'améliorer leur logement. Et il a soutenu des localités qui étaient à la veille de disparaître. Ce qu'il y avait de génial dans cette mesure qui s'appliquait aux quartiers urbains et aux centres-villes, c'est qu'elle n'était pas strictement fonction de facteurs économiques ou du revenu des personnes visées. Elle était offerte à tout un éventail de citoyens qui souhaitaient rénover leur maison individuelle ou leur immeuble à appartements. Elle fut une source de grande stabilité pour les localités concernées. Le programme PAREL a joué un rôle essentiel dans la rénovation du centre de Winnipeg, un des endroits où le programme a connu le plus de succès. Selon les derniers chiffres, plus de 1,200 logements ont été rénovés depuis quatre ans avec le concours de ce programme. Les récents programmes annoncés par le ministre vont sonner le glas du PAREL.

Permettez-moi de vous donner comme exemple l'un des quartiers de ma circonscription, le quartier Lord Roberts. On y retrouve des maisons de rapport et des maisons unifamiliales modestes. C'est un quartier assez bien entretenu qui doit cependant lutter contre la détérioration. Les habitants tentent de s'en prémunir dans la mesure du possible. Il y a deux mois, rien que pour ce petit quartier, on comptait 133 demandes